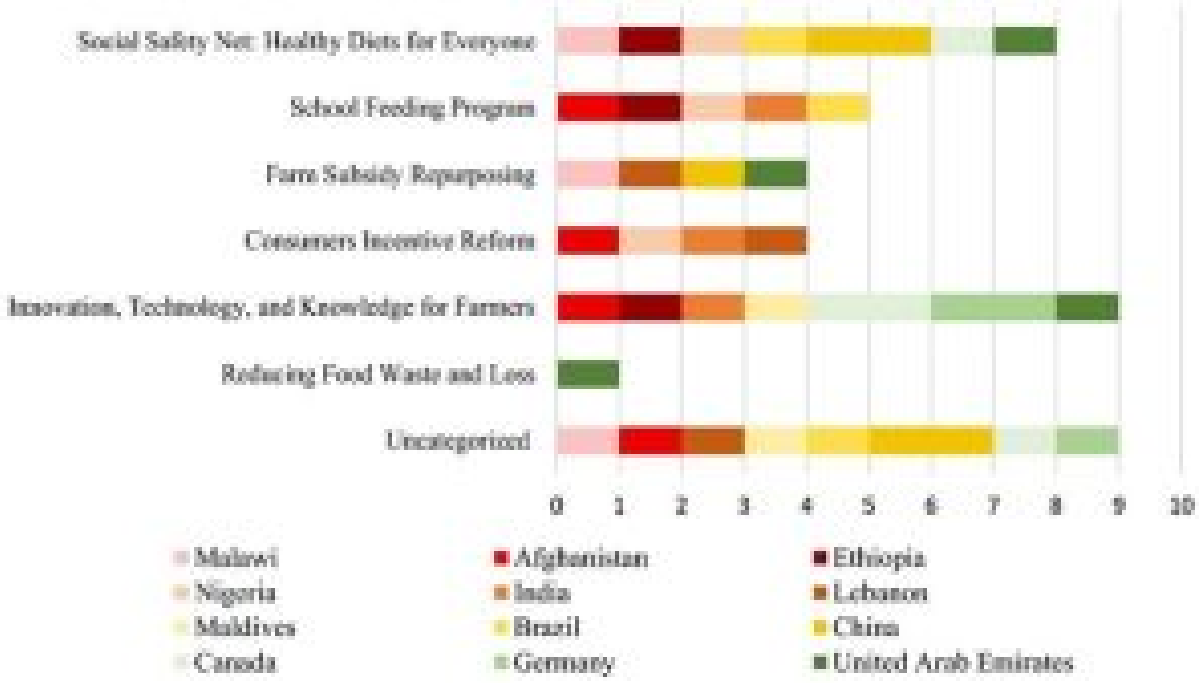
Lutte contre l’insécurité alimentaire : une progression encore lente dans la plupart des pays

22 septembre 2025

Un article paru dans la revue *Discover Sustainability*, en juillet 2025, compare les stratégies de sécurité alimentaire de douze pays pour répondre à l’objectif de développement durable (ODD) n°2 (« faim zéro »). Ils sont répartis en quatre groupes en fonction de leur revenu national brut par habitant : faible, moyen inférieur, moyen supérieur, élevé. L’analyse prend en compte les trois piliers du développement durable (économique, social, environnemental), incarnés par six critères relatifs à la transition alimentaire : innovation, technologies et transfert de connaissances ; protection sociale et régimes alimentaires sains ; réduction des pertes et du gaspillage alimentaires ; réaffectation des subventions agricoles ; modifications du comportement des consommateurs ; programmes d’alimentation scolaire (figure).

Tableau des actions menées par chaque pays de l’étude selon les six critères sélectionnés



Source : *Discover Sustainability*

Lecture : les boîtes de couleur représentent les actions mises en œuvre par les pays, selon six catégories, en date de mars 2023. Dans la légende, chaque ligne correspond à une catégorie de pays, du plus faible revenu national brut par habitant au plus élevé.

Malgré de grandes disparités en matière de développement économique et de gouvernance, il ressort que la plupart des pays (10 sur 12) sont en retard par rapport aux cibles qu'ils s'étaient fixées. Les progrès ne sont donc pas proportionnels à la richesse ou aux capacités nationales. Les pays à revenu national brut par habitant moyen ou élevé peuvent stagner, voire régresser, en raison de l'inertie politique, de la montée des inégalités ou de chocs externes. C'est le cas du Liban et du Brésil, dont les scores de performance décroissent.

Par ailleurs, des pays comme la Chine et l'Allemagne montrent des résultats encourageants, mais ils progressent encore trop lentement pour atteindre leurs objectifs respectifs. Les deux États ont mis en place des stratégies de durabilité multidimensionnelles et ont largement investi dans les technologies agricoles et la protection de l'environnement. Pour autant, des problèmes systémiques limitent leur progression : vieillissement de la population, régimes alimentaires peu durables, externalités environnementales, etc.

Ces résultats renforcent l'idée selon laquelle les mesures prises pour lutter contre l'insécurité alimentaire doivent s'accompagner de réformes structurelles plus globales. À ce titre, le rapport Ceres2030 indique qu'environ 33 milliards de dollars d'investissements annuels supplémentaires seraient nécessaires pour éliminer la faim d'ici 2030. Au-delà du soutien aux exploitations agricoles, il s'agirait de financer la recherche agricole, la diffusion de technologies et les programmes de protection sociale, en particulier pour les populations vulnérables.

Diane Bigot, Centre d'études et de prospective

Source : *Discover Sustainability*